

## AFFAIRES EXTÉRIEURES

### LA POSSIBILITÉ DE FABRICATION DE PLUTONIUM D'ARMEMENT PAR L'INDE

**M. S. Perry Ryan (Spadina):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre suppléant, en sa qualité de secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Est-il maintenant en mesure de répondre à la question que je lui ai posée le mardi 14 janvier dernier, lui demandant de donner à la Chambre l'assurance que l'Inde ne produit pas de plutonium de la qualité utilisée dans la fabrication d'armes depuis que le Canada lui a fourni un réacteur en 1960?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Le gouvernement indien s'est engagé, par l'accord indo-canadien de 1956 prévoyant la fourniture d'un réacteur nucléaire de recherche, à n'utiliser ce réacteur et ses produits qu'à des fins pacifiques. Rien ne permet de croire que le gouvernement indien ne respecte pas cet engagement.

**M. Ryan:** Monsieur l'Orateur, le ministre a-t-il lu l'article de M. John Gellner dans lequel il fait état de cette accumulation...

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît.

\* \* \*

## LA SITUATION ÉCONOMIQUE

### LES PERSPECTIVES COMMERCIALES EN COLOMBIE- BRITANNIQUE

**M. Frank Howard (Skeena):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Elle a partiellement trait au tableau optimiste que lui-même et d'autres ministres ont brossé au cours des derniers jours au sujet des perspectives de l'emploi. A-t-il lu un rapport que j'ai reçu aujourd'hui du gouvernement de la Colombie-Britannique, qui porte sur les perspectives commerciales pour 1971, et où l'on déclare que 65 p. 100 des 300 hommes d'affaires qu'on a interrogés prétendent que le nombre d'emplois n'augmentera pas cette année?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît! Le député demande au ministre s'il a vu un certain rapport. Sous cette forme, la question est irrecevable.

**M. Howard (Skeena):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais reprendre la question. Le gouvernement provincial a-t-il communiqué avec le ministre pour lui signaler ces faits?

**L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances):** Non, monsieur l'Orateur.

\* \* \*

## LES CÉRÉALES

### LA COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ, LES ASSOCIATIONS AGRICOLES ET LES NÉGOCIATIONS EN VUE D'UN NOUVEL ACCORD INTERNATIONAL SUR LE BLÉ

**M. A. B. Douglas (Assiniboia):** Monsieur l'Orateur, je veux poser une question au ministre chargé de la Com-

mission canadienne du blé. Peut-il dire à la Chambre si, oui ou non, des membres de la Commission canadienne du blé et des représentants des diverses associations agricoles des Prairies participent actuellement aux négociations de Genève où l'on espère que sera adopté un nouvel accord international sur le blé qui sera acceptable?

**L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration):** Oui, monsieur l'Orateur. Deux membres de la Commission assisteront aux réunions de Genève où se tiendront ces négociations et quelques dirigeants d'associations agricoles y assisteront aussi à titre de membres de la délégation canadienne.

**M. R. R. Southam (Ou'Appelle-Moose Mountain):** Monsieur l'Orateur, le ministre peut-il nous dire si l'un ou l'autre des ministres canadiens sera représenté à un moment donné à ces négociations de Genève?

**L'hon. M. Lang:** Monsieur l'Orateur, pour l'instant, on ne songe pas à transformer ces négociations en réunion ministérielle.

### LA NÉGOCIATION DU NOUVEL ACCORD SUR LE BLÉ— LE CANADA ET LES PAYS INDIGENTS

**M. Don Mazankowski (Vegreville):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais adresser une question au ministre responsable de la Commission du blé. Comme les dons de blé aux pays indigents seront peut-être réduits en vertu du nouvel accord mondial sur le blé, ce qui nuirait au Canada en tant que pays exportateur, le ministre peut-il dire à la Chambre quelle attitude la délégation canadienne adopte envers cette éventualité dans les entretiens actuellement en cours à Genève qui devraient aboutir à un nouvel accord?

**L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration):** Monsieur l'Orateur, bien entendu, on n'a pas encore décidé de ce que contiendrait un nouvel accord. Le Canada est tout à fait en faveur de l'aide alimentaire; aussi, nous en favoriserons sûrement l'inclusion dans tout nouvel accord.

\* \* \*

## LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON

### L'ACCORD RELATIF À LA RÉTRIBUTION DES HEURES SUPPLÉMENTAIRES ET LE CODE CANADIEN DU TRAVAIL (NORMES)

**M. Donald MacInnis (Cape Breton-East Richmond):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre du Travail. Lorsque le ministère du Travail, la Devco et les syndicats intéressés sont convenus d'un commun accord de prolonger le délai d'application du Code canadien du travail (Normes), en ce qui concerne les heures supplémentaires, la rétribution de ces heures supplémentaires a-t-elle fait l'objet d'un arrangement quelconque, différent du Code canadien du travail (Normes)?